

Le lobby nucléaire accentue sa pression

jeudi 25 janvier 2007, par [TANIAU Léon](#) (Date de rédaction antérieure : 22 janvier 2007).

« *L'ordre de grandeur pour Tchernobyl, c'est la dizaine de milliers de morts ; pour le réchauffement climatique, c'est de l'ordre de la centaine de millions de morts, au moins* ». C'est en ces termes crus que l'ingénieur français Jean-Marc Jancovici - un proche conseiller de Nicolas Hulot - a justifié publiquement son soutien à l'industrie nucléaire, sur France 2, le 10 janvier.

Le réseau « Sortir du nucléaire » a immédiatement sorti un communiqué demandant au présentateur d'Ushuaïa nature de se désolidariser de son collaborateur et condamnant la tirade de celui-ci comme « *choquante et erronée* » (1). Choquante parce qu'elle témoigne « *du plus grand mépris pour les victimes* » et que M. Jancovici, à l'instar du lobby de l'atome, tente de cacher l'ampleur des conséquences de la catastrophe ukrainienne. Erronée parce qu'il est « *complètement faux* » de prétendre que le nucléaire « *serait en mesure d'empêcher, au moins partiellement, le réchauffement climatique* ».

Ce point mérite qu'on s'y attarde. En effet, alors qu'ils appartenaient jadis à la cohorte des négationnistes climatiques les plus arrogants, les nucléocrates ont fait volte-face : ils tentent à présent d'utiliser la crainte du réchauffement pour vendre leur technologie. Face à cette manœuvre, l'argument essentiel reste que le problème des déchets radioactifs n'a toujours pas trouvé de solution, que des fuites d'éléments radioactifs ne peuvent jamais être exclues et que les installations pourraient être choisies pour cible par des groupes terroristes (Greenpeace, par une action à Tihange, a d'ailleurs prouvé récemment que les mesures de sécurité ne donnent guère de garanties !). Un deuxième argument est que les réserves prouvées d'uranium (un stock limité, exactement comme les combustibles fossiles) permettent à peine d'assurer soixante ans de fonctionnement dans l'état actuel du parc de centrales. Ce qui débouche sur un troisième argument : comme le nucléaire ne couvre actuellement que 2% de l'énergie consommée dans le monde, il est plus qu'improbable qu'il puisse contribuer de façon majeure à enrayer le changement climatique. Surtout si l'on songe que des mesures radicales doivent être prises dans les dix ans afin de réduire les émissions de 80% dans les cinquante années qui suivent...

Mais il y a encore un quatrième argument : il est faux de prétendre - comme la Commission Européenne le fait dans sa récente communication sur l'énergie - que « *le nucléaire constitue une des principales sources d'énergie exemptes de dioxyde de carbone* » (2). En effet, il faut prendre en compte non seulement les émissions des centrales en fonctionnement, mais aussi celles de l'extraction du minerai, de la fabrication du combustible, de son transport, du démantèlement des centrales et de la gestion des déchets. Selon certaines études, cette filière nucléaire dans son ensemble émet davantage de CO₂ par kWh produit qu'une centrale à cogénération au gaz, et environ un tiers des émissions d'une centrale au gaz performante (3). De plus, ces émissions ne peuvent qu'augmenter à l'avenir, au fil de l'exploitation de minerais de moins en moins riches en uranium, donc nécessitant une augmentation de l'énergie nécessaire à l'extraction et au traitement...

Le nucléaire n'offre donc pas de solution structurelle à nos problèmes. Par contre, il en rajoute : risque de prolifération des armes atomiques et menace de pollution radioactive pendant des milliers d'années. Plus de la moitié de la population européenne reste opposée à cette technologie. Il faut tout faire pour renforcer cette majorité. Notamment à gauche. En interpellant ceux qui, à l'instar du PCF ou de la CGT, en France, confondent progrès technique et apprentissage de la sorcellerie.

1 « Sortir du nucléaire », 12/1/2007

2 « Une politique de l'énergie pour l'Europe », COM(2007) 1 final

3 Storm VAN LEEUWEN, « Nuclear Power and Global Warming », presentation au séminaire L'énergie nucléaire au 21^e siècle, Bruxelles, 19/10/2006

P.-S.

* Paru den Belgique dans le Journal du Mardi, 22 janvier 2007.